

## 15 NOVEMBRE 1941, VICHY : LES OBSÈQUES DU GENERAL HUNTZIGER

### Un évènement politique et diplomatique

Le 12 novembre 1941, vers 13 heures, l'avion qui transporte le général Huntziger, ministre de la Guerre, trois de ses collaborateurs (Jean Labusquière, directeur du cabinet militaire, le capitaine de Royère, officier d'ordonnance, le capitaine Rocaboy, commandant de l'avion et trois hommes d'équipage (le sous-lieutenant Lefèvre, pilote, son adjoint l'adjudant Gaspard, radio, le sergent-chef Chavannes, chef mécanicien)<sup>1</sup>, s'écrase sur les pentes du Mont Aigoual, près du col du Minier. L'appareil, un quadrimoteur Potez 662, construit en un exemplaire unique, a décollé d'Alger, de l'aérodrome de Maison-Carré, à 9 heures 30 et était attendu à Vichy-Rhue aux environs de 13 heures. Il est repéré à Agde à 11 heures 55, puis au-dessus d'Issoire à 12 heures 28 ; c'est à ce moment-là qu'il semble faire demi-tour en raison du très mauvais temps (neige et givre). Assez rapidement les liaisons radio deviennent difficiles. Si certains messages qu'il émet sont reçus, ceux qui lui sont envoyés n'obtiennent pas de réponse. Le pilote appelle la base de Marignane à 12 heures 34, pour signaler qu'il se dirige vers Marseille, puis le contact est perdu.

Des jeunes des Chantiers de Jeunesse qui accomplissent des travaux près de l'Aigoual, ainsi que quelques rares habitants de cette zone peu peuplée, voient l'avion, venu du Nord, opérer un mouvement avant de s'écraser sur les pentes de la montagne. En raison de l'altitude, de la difficulté du terrain, il faut plusieurs heures avant d'accéder au lieu de l'accident<sup>2</sup>. Dans les débris calcinés de l'appareil sont retrouvés sept corps qui ne seront identifiés qu'après plusieurs heures. Les autorités civiles (le préfet du Gard, Angelo Chiappe<sup>3</sup>) et militaires (le général Olry) se rendent sur les lieux. Les corps sont transportés au Vigan, distant d'une quinzaine de kilomètres<sup>4</sup>.

A Vichy, l'information est connue en milieu d'après-midi et suscite une très grande émotion au sein du gouvernement et dans les milieux diplomatiques. A Hôtel Thermal, siège du ministère de la Guerre, les drapeaux sont mis en berne. Aussitôt arrivent de nombreux messages de condoléances ; les plus remarquables sont ceux des autorités allemandes, d'Hitler lui-même, dont le texte est publié en une de tous les journaux le lendemain, d'Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, de Von Stupnagel, *Militärbefehlshaber in Frankreich*, commandant des forces militaires allemandes en France.

Il est vrai que Huntziger était un membre important du gouvernement de l'Etat Français. Né en 1880, Saint-cyrien (promotion 1900), il sert dans l'infanterie coloniale, à Madagascar et au Sénégal, combat en Orient et sur le front serbe au cours de la Première Guerre mondiale ; il sert ensuite en Chine et au Levant. Il est général d'armée depuis 1938 et commande la IIe armée, puis la IVe armée en 1940 ; à ce titre, il doit faire face à l'offensive allemande dans les Ardennes. Aussi est-il désigné par Pétain pour diriger la délégation française qui va négocier les conditions de l'armistice ; c'est lui qui, le 22 juin, signe à Rethondes le texte permettant l'arrêt des combats avec l'Allemagne, puis le 25 celui stoppant la guerre avec l'Italie. En toute logique, il est chargé de représenter la France à la commission

---

<sup>1</sup> Un cinéaste, Potentier, qui accompagnait Huntziger à Alger, avait demandé à gagner directement Marseille.

Des rumeurs ont fait état d'une huitième victime à l'identité inconnue. Certains ont même fait courir le bruit selon lequel le général allemand Udet aurait été ce passager ; il aurait été chargé de préparer l'installation de forces allemandes en Algérie. Maurice Garçon rapporte cette rumeur dans son *Journal* (Les Belles-Lettres 2015, Tempus pour l'édition de poche, 2017, pages 495-496). En réalité, le général Udet s'est suicidé le 17 novembre et sa mort a été présentée par le régime nazi comme résultant d'un accident « en essayant un prototype ».

<sup>2</sup> La thèse de l'accident ne fait aucun doute. Les conditions météorologiques étaient très mauvaises au-dessus du Massif Central. La question des liaisons radio demeure sans réponse : panne de l'appareil ou, comme cela a été avancé, problèmes liés à l'équipement de l'aérodrome de Vichy-Rhue, alors en travaux ? On ne sait.

<sup>3</sup> Il est le frère de Jean Chiappe (1878-1940), ancien préfet de Police de Paris et le père de l'historien Jean-François Chiappe (1931-2001).

<sup>4</sup> Voir la presse des 14 et 15 novembre 1941, notamment *Le Moniteur du Puy de Dôme*.

d'armistice de Wiesbaden. Lorsqu'en septembre 1940, Weygand est désigné pour exercer les fonctions de délégué du gouvernement en Afrique du Nord, c'est à Huntziger qu'échoit le ministère de la guerre et c'est à ce titre qu'il est allé le 7 novembre 1940 à Alger afin d'y faire le point avec les autorités locales.

Depuis sa nomination au gouvernement, Huntziger est une personnalité de l'Etat Français, d'abord sous Laval, puis, de décembre 1940 à février 1941 dans un triumvirat avec Flandin et Laval, enfin dans le gouvernement Darlan depuis février 1941. S'il n'est pas au tout premier plan et adopte un comportement discret, il est appuyé par les milieux militaires omniprésents à Vichy ; il est un homme qui compte et qui approuve sans rechigner la politique mise en œuvre, qu'il s'agisse de la collaboration avec l'Allemagne ou de la politique intérieure, par exemple le statut des Juifs, dont il est signataire. Sa disparition est donc non seulement un drame humain, mais constitue également un évènement politique de première importance.

C'est pourquoi sont organisées des funérailles nationales pour les sept victimes de l'accident de l'Aigoual. Les corps arrivés de Nîmes par train spécial le 14 novembre sont veillés à l'église Saint Louis de Vichy dans la nuit du 14 au 15. La cérémonie des funérailles va s'y dérouler au matin du samedi 15. La façade de l'église est recouverte d'un immense drapeau tricolore, barré par un crêpe ; la nef est entièrement drapée de noir. L'ensemble du gouvernement est présent, de même que tous les hauts fonctionnaires en poste à Vichy, certaines personnalités de premier plan, François Valentin, dirigeant de la Légion, le général de la Porte du Theil, chef des Chantiers de la Jeunesse, mais également la plupart des ambassadeurs en fonction dans la capitale provisoire, le nonce Valerio Valeri, Walter Stucki (Suisse), l'amiral Leahy (Etats-Unis), Lecquerica (Espagne). L'on y voit également quelques gloires militaires, ainsi le général Gouraud. Bien entendu, Pétain, en grand uniforme kaki, honore de sa présence cette cérémonie funèbre. La messe sera célébrée par le père Cando, des missions africaines, ancien membre de l'Etat-Major d'Huntziger, et grand mutilé de guerre, avec à ses côtés l'évêque de Moulins, Mgr Gonon, celui de Cahors, Mgr Chevrier (ancien curé de Vichy), Mgr Leynaud, archevêque d'Alger et surtout Mgr Gerlier, primat des Gaules qui donnera l'absoute. Ainsi, la totalité du spectre politico-idéologique de ce premier Vichy est représenté à cette cérémonie : l'Armée, l'Eglise, la Légion.

Mais les plus remarquables sont les représentants allemands et italiens, dont la présence est ostensible. Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne en France et grand chantre de la collaboration, a fait le déplacement la veille et s'affiche en grand uniforme à revers blancs. Il est accompagné d'une forte délégation germanique qui comprend entre autres Roland Krugg Von Nidda, représentant de l'Allemagne auprès du gouvernement de Vichy, le général Vogl, président de la commission d'armistice de Wiesbaden, Hemmen, le responsable pour les questions économiques à la dite commission, ainsi que le conseiller de légation Zeitschel et le colonel Speidel qui représente Von Stulpnagel. Hitler a fait envoyer une couronne de chrysanthèmes rouges dont certains journaux ne manquent pas de signaler qu'elle est « *timbrée de la croix gammée* » (Le Moniteur du 17 novembre). *L'Illustration*, dont l'engagement collaborationniste est connu, va plus loin : « *avant même que la paix fut signée, ceux qui furent nos adversaires pendant la guerre, avaient tenu à s'associer à notre deuil d'une manière plus tangible encore que par des adresses de condoléances officielles. Cette participation n'a pas été seulement un geste de haute courtoisie ; elle est un nouveau pas dans la politique de collaboration internationale qui doit, désormais, devenir l'idéal européen* <sup>5</sup> ». L'Italie est

---

<sup>5</sup> *L'Illustration*, 29 novembre 1941.

également représentée par le général Arturo Vacca-Maggiolini<sup>6</sup>, chef de la délégation italienne à la commission d'armistice de Turin. Mussolini a, lui aussi, adressé une couronne. Pétain salue longuement les deux délégations, serre ostensiblement la main d'Abetz et la scène est immortalisée par les photographes du régime.

Après la messe de funérailles, la cérémonie se poursuit sur le parvis ; une petite estrade a été dressée du haut de laquelle Darlan prononce un discours d'hommage. Suit un défilé des troupes (152<sup>e</sup> RI, 9<sup>e</sup> génie, 8<sup>e</sup> Dragons, 16<sup>e</sup> régiment de tirailleurs tunisiens) avant que le cortège ne se dirige, par la rue Clemenceau puis la Rue Nationale (ex Jean-Jaurès) vers le cimetière. La foule semble très nombreuse ; Maurice Martin du Gard en témoigne : « [...] Nous traversons le pont, à une centaine de mètres avant le tournant du cimetière, quand le cortège arriva de Vichy ; il n'en finissait plus »<sup>7</sup>.

Dans la plupart des grandes villes sont organisées des cérémonies religieuses en mémoire des victimes. La plus importante se déroule à Notre-Dame de Paris ; la messe y est célébrée par le cardinal Suhard, en présence de Fernand de Brinon, qui représente le gouvernement auprès des autorités allemandes, et de Von Stülpnagel, chef des forces d'occupation allemandes en France (*Militärbefehlshaber in Frankreich*).

Tous les témoignages concordent ; cette cérémonie, que le gouvernement a voulue grandiose, a une haute signification politique.

Elle s'inscrit dans une thématique récurrente à Vichy depuis 1940, celle du deuil et du recueillement, souvent expiatoire et marqué par un dolorisme exacerbé. Deuil de la patrie défaite, occupée, malmenée dépecée, mais qui, selon les idéologues du régime, trouvera dans cette souffrance, qui lui serait infligée comme une punition, les moyens de son relèvement. Dès les cérémonies du 14 juillet 1940, explicitement placées sous le signe du deuil et du recueillement, l'on avait pu percevoir cette volonté d'afficher une repentance, parfois flagellatrice. Elle fut ensuite mise en œuvre de façon régulière, pour les anniversaires d'événements dramatiques (Mers el Kébir), pour ceux de la disparition de personnalités considérées comme des héros nationaux (Guynemer le 11 septembre 1941) ou en hommage aux victimes de bombardements. L'hommage aux morts est un rituel récurrent du régime et l'église Saint Louis de Vichy, est devenue le lieu de ces célébrations<sup>8</sup>. Les obsèques d'Huntziger et de ses compagnons s'inscrivent dans ce cadre, mais avec une solennité et une ampleur sans équivalent au cours des quatre années de présence du gouvernement à Vichy.

Au travers de la personne d'Huntziger et de six autres victimes, c'est évidemment l'armée qui est mise en valeur comme l'une des dernières marques de la souveraineté d'un Etat bien affaibli. Réduite en effectifs, mais toujours présente, elle est devenue une force d'encadrement de la société, sans doute même la première. Dirigé par un maréchal, avec un amiral pour chef de gouvernement, Vichy cultive le culte de l'armée, de ses valeurs et les militaires y sont omniprésents, dans tous les cercles de pouvoir. Huntziger en était le chef et l'une des incarnations de cette « arche sainte » considérée comme l'un des piliers de la nation souffrante, comme la colonne vertébrale autour de laquelle le pays pourrait se reconstruire. Bien qu'ayant eu une carrière sans éclat particulier, il est présenté comme celui qui a servi son pays pendant un demi-siècle, gravissant un à un les échelons de la carrière, accomplissant son devoir même dans les plus grandes difficultés. La presse ne manque pas d'en faire une sorte de héros exemplaire, non pas par des actions de génie, mais par des actes de loyauté et une

---

<sup>6</sup> La presse, qui ne semble pas très bien informée, écorche son nom : Vacca-Magolini, Vacca-Magioli ou Vacca Maronilli, parmi plusieurs graphies erronées.

<sup>7</sup> Maurice Martin du Gard, *La chronique de Vichy*, Flammarion, 1948, page 229.

<sup>8</sup> A tel point que certains parlent même de « la cathédrale de Vichy ». C'est le cas de Joseph Barthélemy, ministre de la justice dans ses Mémoires. *Ministre de la Justice, 1941-1943. Mémoires*, Pygmalion-Gérard Watelet, 1989.

volonté de servir jusqu'au bout. Ainsi, les journaux rapportent que la serviette du général a été retrouvée dans la forêt près de l'Aigoual et affirment que Huntziger, dans un dernier acte de bravoure et de loyauté, l'aurait jetée hors de l'avion, afin que le rapport qu'il avait rédigé sur sa visite à Alger puisse être transmis à Pétain. Victime d'un drame, il devient ainsi un héros qui, dans un acte ultime, a pensé à servir son pays.<sup>9</sup>

Les obsèques des sept victimes de la catastrophe du Mont Aigoual ont également une portée diplomatique de tout premier plan. Elles interviennent en effet dans un contexte de relations tendues entre le gouvernement français et l'Allemagne<sup>10</sup>, mais également de tensions vives au sein du gouvernement Darlan. La politique de collaboration est au centre de ces tensions. Alors que l'Allemagne, désormais en guerre sur plusieurs fronts, exige une accentuation de la collaboration et fait pression afin que le gouvernement de Vichy lui accorde des livraisons de vivres et de matériel plus importantes, mais aussi des facilités militaires dans l'empire, en Tunisie et au Moyen-Orient, deux lignes s'opposent parmi les hiérarques de Vichy. Certains, comme Darlan, sont disposés à céder aux exigences allemandes et ont déjà à plusieurs reprises tenté d'y parvenir ; ce fut notamment le cas au printemps 1941 avec les projets de Protocoles de Paris qui prévoyaient la mise à disposition de l'Allemagne de bases navales et d'aéroports situés dans l'Empire, puis avec les projets, très avancés, d'engagement aux côtés de l'Allemagne dans la guerre, c'est-à-dire une cobelligérance. D'autres et notamment Weygand, délégué général en Afrique du Nord, s'y opposent fermement et plaident pour un strict respect des conditions de l'armistice et donc un refus de toute accentuation de la collaboration. Ils vont même jusqu'à tenter de créer un contrepoids à l'influence allemande en jouant la carte des Etats-Unis : en février 1941, ont été signés les accords Weygand-Murphy, permettant l'arrivée d'une aide alimentaire et la livraison de pétrole à l'Afrique du Nord en contrepartie de l'installation d'un personnel diplomatique américain chargé officiellement de veiller à l'utilisation de l'aide américaine, mais en réalité avant-garde d'une aide plus large et point d'appui pour une éventuelle reprise des combats contre l'Allemagne à partir de l'Empire et de l'armée d'Afrique.

Weygand est donc perçu par l'Allemagne comme un opposant à leur politique et, depuis des mois, Ribbentrop et Abetz font pression sur Vichy pour le mettre à l'écart. Le 11 novembre, Ribbentrop avait adressé un véritable ultimatum en ce sens. C'est pour cette raison qu'une forte délégation allemande est présente à Vichy le 15 novembre 1941, pour les obsèques d'Huntziger. Abetz est venu la veille et a eu une première entrevue avec Pétain. Le 15, il reste à Vichy, rencontre Darlan en compagnie des diplomates italiens, puis a une deuxième entrevue avec Pétain. Le 16, il rend visite à Pierre Laval à Chateldon ; l'on sait que l'Allemagne a perçu comme un camouflet la mise à l'écart de Laval le 13 décembre 1940, y voyant une trahison des engagements pris à Montoire. Abetz adresse ainsi un message explicite à Pétain, lui faisant comprendre que s'il ne cède pas à propos de Weygand, l'Allemagne œuvrera pour un retour au pouvoir de Laval. Dans l'après-midi, avant de regagner Paris, Abetz rencontre une troisième fois Pétain. L'on comprend bien que ces longs conciliabules ne sont pas que protocolaires. La pression est maximale sur Pétain qui ne peut guère résister et finit par céder.

Weygand est convoqué à Vichy, où il arrive dès le lendemain 17. Il est mis à la retraite, l'annonce en est faite le 20. Son poste de délégué général en Afrique du Nord est supprimé. On ne l'autorise pas à retourner à Alger et il gagne immédiatement Antibes, où il est accueilli par des amis ; la presse

---

<sup>9</sup> Son épouse sera la première femme à recevoir la francisque. Hommage à la mémoire de son époux et à l'action qu'elle a conduite pour des œuvres de charité en faveur des prisonniers.

<sup>10</sup> Les Allemands sont d'autant plus exigeants vis-à-vis de Vichy que, depuis l'été 1941, de nombreux attentats visent leurs officiers. : 18 août au métro Barbés contre l'aspirant Moser, autres attentats les 6, 10 et 11 septembre, le 20 octobre (Nantes). Ils multiplient en représailles les exécutions d'otages, dont celles qui ont lieu à Châteaubriant le 22 octobre. Le 10 novembre 1941, Hitler a adressé à Pétain un courrier à la tonalité très violente pour exiger une répression très active contre ces attentats.

annonce qu'il va désormais se consacrer à la rédaction de ses mémoires. La multitude des éloges qui lui sont alors adressés, et que les journaux aux ordres relaient, ne peuvent masquer qu'il s'agit d'un limogeage brutal imposé par l'occupant. Personne n'est dupe<sup>11</sup> et cette mise à l'écart suscite même quelques tensions au sein du gouvernement et du cabinet du chef de l'Etat, au sein desquels certains (Carcopino, Barthelemy, Caziot, Du Moulin de Labarthète) manifestent -discrètement- des réserves<sup>12</sup>. La ligne d'une collaboration dure, défendue par Darlan et Pucheu, l'a emporté ; Pétain a du s'incliner<sup>13</sup>. La presse collaborationniste ne masque pas sa satisfaction ; Marcel Déat écrit le 22 novembre dans *L'Œuvre* un éditorial intitulé « *De l'impéritie au sabotage* » qui commence par ces mots : « *L'occasion va être excellente de réviser les erreurs accumulées, aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique en ce qui concerne l'Afrique du Nord de plus en plus isolée de la Métropole au lieu d'y être chaque jour plus étroitement liée* ».

La journée du 15 novembre au cours de laquelle se déroulent les obsèques du général Huntziger et de six compagnons est un révélateur de ce qu'est alors le gouvernement de l'Etat Français : un régime qui cultive à l'intérieur des valeurs d'inspiration barrésienne, le culte des morts et des héros, du sacrifice rédempteur, mais dont la faiblesse, vis-à-vis de l'extérieur, le conduit à céder aux exigences de l'occupant. Lors de l'entrevue de Saint-Florentin, le 1<sup>er</sup> décembre, Goering rappellera sans ménagement à Pétain quelle est la réalité du rapport de forces : « *Dîtes, Monsieur le Maréchal, quels sont maintenant les vainqueurs, vous ou nous ?* <sup>14</sup> ».

M.P.

---

<sup>11</sup> Dans son journal, Jean Guéhenno écrit le 21 novembre 1941 : « *Le général Weygand prend sa retraite. Entendons que l'autorité allemande a exigé son rappel et que Vichy a obéi. Par comble, le maréchal, tout en le destituant, cite Weygand à l'ordre de la Nation. Cela fait beaucoup de mensonges. On nous mène doucement à la guerre avec l'Angleterre* ». *Journal des années noires, 1940-1944*, Première édition 1947, Folio Gallimard, 2014, page 213

<sup>12</sup> Depuis son « observatoire » de Bellerive sur Allier, Alexandre Varenne, toujours bien informé par ses multiples relations, fait le récit de ces dissensions au plus haut sommet du gouvernement de l'Etat Français. *Journal d'un Républicain engagé*, édition établie et annotée par Fabien Conord, Fondation Varenne, 2019, tome 2, pages 339-342.

<sup>13</sup> Maurice Martin du Gard écrit : « *Voilà des mois que le gouvernement de Vichy est assailli de plaintes de l'Axe concernant Weygand et les officiers qui ont sa confiance. On le soupçonne de préparer le terrain pour une opération des Alliés. Il s'en est toujours défendu et le Maréchal l'a couvert plusieurs fois. Mais la situation de l'amiral Darlan devenant de plus en plus difficile, il a fallu céder* ». Op.cit. page 230.

<sup>14</sup> Propos rapportés par Abetz, in J.R. Tournoux, page 240.